

LUTTE OUVRIERE

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1231 - 31 janvier 1992 - prix : 8 F

**Des dizaines de milliers
de manifestants contre Le Pen
CONDAMNENT AUSSI
LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT
CONTRE LES TRAVAILLEURS
ET CONTRE LES IMMIGRÉS**



AFP

M6189 - 1231 - 8.00 F



Des dizaines de milliers de manifestants contre Le Pen

CONDAMNENT AUSSI LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT CONTRE LES TRAVAILLEURS ET CONTRE LES IMMIGRÉS

Les différentes élections qui ont eu lieu ces derniers temps se traduisent par des reculs importants du Parti Socialiste. Cela a été encore le cas, entre autres, dans l'élection partielle qui a eu lieu dans le Nord.

Cette chute des voix du PS n'a rien d'étonnant. Non contents de mener la même politique que la droite, les socialistes au gouvernement ont imposé aux travailleurs depuis dix ans des mesures anti-sociales que la droite elle-même aurait hésité à prendre de crainte de réactions ouvrières trop brutales.

Cette année, le chômage a encore augmenté. Les plans de licenciements, avec la complicité du gouvernement, se sont encore succédés. Il est question de remettre en cause la retraite à 60 ans. La vie au travail, comme en dehors du travail, est de plus en plus dure pour les classes populaires.

C'est en s'attaquant aux travailleurs, en discréditant les idées de gauche, tout en menant la politique des riches et en trempant dans les affaires des riches que ce gouvernement a fourni le terreau qui permet aux idées de Le Pen de prospérer.

Le danger politique, pour les travailleurs, est que, jusqu'à présent, on n'a pas vu de véritable force, à gauche, sur le terrain de la lutte de classe, contester les socialistes au gouvernement. Le Parti Communiste, lui, a été le premier à participer au gouvernement

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

socialiste, juste le temps de lui permettre d'imposer la rigueur et le blocage des salaires en 1983. Il n'y a d'ailleurs rien gagné, sinon de se discréditer encore plus vite que le PS, en perdant des voix bien avant lui ! Et depuis, on ne peut pas dire qu'il s'est mis clairement à contester la politique du PS.

C'est l'extrême-droite, avec un politicien sur le retour comme Le Pen, qui a occupé le terrain en ramassant dans les poubelles les pires préjugés du moment. Mais il n'est pas fatal que le discrédit tant mérité du Parti Socialiste ne profite qu'aux politiciens de droite ou d'extrême-droite. Lors de la manifestation anti-Le Pen et contre le racisme, il y eut beaucoup de monde.

Mais l'importance de cette manifestation n'a pas tenu seulement au nombre de gens qu'elle a réussi à mobiliser. Son importance a tenu aussi au caractère nettement anti-gouvernemental qu'elle a pris.

Certes, les dirigeants socialistes avaient eux aussi appelé à cette manifestation pour se dédouaner de leur politique en faisant semblant de dire halte à Le Pen alors même qu'ils lui facilitent la tâche par ailleurs. Mais ils n'ont dupé personne et ont préféré se montrer discrets devant les quolibets et les slogans acerbes, plier leurs banderoles et renoncer à défiler.

C'est la première fois, sous Mitterrand, qu'on assiste à une manifestation populaire où les partisans, indiscutablement de gauche, clamant leur hostilité à Le Pen et au racisme, montrent aussi qu'ils ne sont pas dupes de ceux qui gouvernent depuis dix ans.

C'est bon signe. Cela veut dire qu'il y a des dizaines de milliers de jeunes, de travailleurs, de militants, les uns toujours au Parti Communiste, les autres d'extrême-gauche, d'autres encore socialistes ou simplement anti-racistes, qui veulent empêcher la montée de l'extrême-droite, sans faire confiance aux socialistes au gouvernement pour cela.

On peut donc espérer qu'après le temps des désillusions et de la démoralisation, les travailleurs auront bientôt l'occasion de reprendre confiance en eux-mêmes et dans la possibilité de reprendre la lutte pour défendre leurs droits et leur niveau de vie, meilleur moyen de faire reculer Le Pen et ses idées.

POUR CHIRAC, LE PEN EST LE PIRE... DES CONCURRENTS



Chirac entouré des têtes de liste du RPR en Ile-de-France pour les prochaines élections régionales.

Il semble que Chirac ne perçoive plus, comme avant, les "odeurs" qu'il évoquait, il y a peu, pour fustiger la présence des étrangers dans "nos cités HLM". Serait-il victime d'un gros rhume, ce qui serait, après tout, une maladie de saison ? Disons plutôt qu'il est atteint d'un autre mal - lui aussi de saison - et qui fait contagion en ce moment : l'électoratisme aigu.

Il a sévèrement condamné le Front

National. "La culture que revendique M. Le Pen", a-t-il déclaré à Mâcon, "est à l'opposé de l'humanisme qui a toujours fait la grandeur de la France... Le RPR, l'UDF et d'autres ne peuvent en aucun cas se compromettre et négocier quoi que ce soit avec des dirigeants qui ont une philosophie qui n'a rien à voir avec la nôtre, qui est porteuse de grands dangers, d'une école de pensée qui, hélas, a toujours fait ses preuves et toujours apporté le pire."

Non, le nez du maire de Paris n'est pas bouché. Il fait simplement un calcul. Puisque les Socialistes sont en perte de crédibilité, pense-t-il, ne serait-ce pas l'occasion pour le RPR de récupérer des voix centristes qui s'étaient déplacées vers le PS ? Cela pour compenser, et si possible au-delà, les voix que la droite

classique perd au profit du Front National.

La campagne de la droite pour les prochaines élections semble se dessiner : le PS alimente le Front National, explique-t-elle, donc la droite constitue le seul rempart contre l'extrême-droite. C'est simple mais pas forcément sans bavure. Car cela n'empêchera pas

quelques francs-tireurs à la Poniatowski ou d'autres, de faire quelques déclarations xénophobes ou racistes, histoire de ratisser des voix des deux côtés.

On a une idée de l'efficacité d'un tel rempart. Il suffit de constater les virevoltes de ces politiciens, à commencer par celles de Chirac, qui dit

blanc un jour, noir le lendemain.

Il est certain que "la philosophie" du RPR va connaître de sérieux infléchissements une fois les élections passées, lorsqu'il s'agira d'élire les présidents des conseils des Régions.

J.-P. V.

Le programme économique du Front National

CE QUE LE PEN RÉSERVE AUX TRAVAILLEURS

La revue *Science et Vie-Economie* publie un article sur les projets économiques du Front National. A vrai dire, remarque tout d'abord *Science et Vie-Economie*, "personne ne sait au juste" quel est exactement le programme économique de Le Pen, car il n'est écrit nulle part. Comme tous les démagogues, Le Pen se laisse la possibilité de dire tout et son contraire, successivement ou simultanément, d'autant qu'il s'adresse à des publics différents. D'ailleurs, en matière de questions économiques, le plus souvent il laisse parler ses lieutenants.

Mais ce que disent les dirigeants du Front National lorsqu'ils s'adressent aux patrons, grands ou petits, aux bourgeois, grands ou petits, est éloquent. Cela montre que, même en parole, les intérêts qu'ils défendent ne sont pas ceux des travailleurs.

Embrouille avec les impôts

Ainsi, le Pen promet de réduire ou de supprimer les impôts. L'impôt sur les revenus, mais aussi l'impôt sur les grandes fortunes - auquel Le Pen, héritier de la fortune d'un industriel du béton est lui-même assujéti - ainsi que la taxe professionnelle, payée par les patrons.

Mais par quoi compenser ce manque à gagner pour l'Etat ? En augmentant, entre autres, la TVA. Autrement dit, l'impôt sur le revenu, qui est un impôt lié, dans une certaine mesure, aux revenus de chacun, serait remplacé par une augmentation de l'impôt indirect, un impôt sur la consommation, que tout le monde paye dans la même mesure, quels que soient sa fortune et ses revenus.

Embrouille avec les immigrés

On sait que Le Pen proclame sa volonté de bouter les immigrés dehors, ceux en tout cas qui ne sont pas "indispensables à l'activité économique". Il prétend que les immigrés coûtent 300 milliards par an au pays. *Science et Vie-Economie* s'amuse à démontrer le ridicule calcul qui justifie ce raisonnement, dans lequel tout est faux. Depuis le nombre total des immigrés, à celui du nombre des clandestins (le FN par exemple calcule à partir de celui, supposé, des Africains, celui des travailleurs de la CEE, qui eux, n'ont aucune raison d'être clandestins). Le prétendu coût des immigrés pour la Sécu ne repose sur rien puisque les cotisations et les prestations sociales - sauf pour les accidents du travail - ne sont pas calculées par nationalité.

Le magazine fait la remarque en passant que, si la France se décidait à renvoyer les étrangers, on pourrait s'attendre à ce que les autres pays, d'Europe ou d'Afrique, prennent des mesures analogues et renvoient en France les 924 000 Français établis hors du pays, ce dont ne parle bien entendu jamais Le Pen...

Sécu et retraite à deux vitesses

Le FN ne propose pas de supprimer la Sécu, mais de la décentraliser et de la mettre en concurrence avec les mutuelles privées et les compagnies d'assurance. Et la Sécu ne pourrait alors pas suivre... Ce qu'en dit Bruno Mégret, l'un des porte-parole du FN : "C'est à chaque personne de choisir son niveau d'assistance et de couverture.

Celui qui veut payer le moins aura une assurance maladie minimum. Celui qui veut une couverture totale en paiera le prix". Comme aux USA, ce serait la couverture sociale, et la médecine, à deux ou plusieurs vitesses...

Pour la retraite, le Front National se prononce pour le système par capitalisation, celui que les patrons et les compagnies d'assurance appellent de leurs vœux.

Sécu, médecine, retraites à plusieurs vitesses, voilà pour le social. Mais ce n'est pas tout, *Science et Vie-Economie* rappelle que Le Pen n'est pas "favorable à la cin-

quième semaine de congés payés, ni à la retraite à 60 ans". Qu'il voulait augmenter la durée légale du travail, au-delà des 39 heures, et qu'il était contre le RMI qui, selon lui, encourageait l'oisiveté.

Si le "programme" économique-social de Le Pen reste volontairement dans le vague, c'est parce que le Front National ne tient pas à ce que les travailleurs se rendent compte de ce qu'il leur réserve. Raison de plus pour lui en faire le maximum de publicité !

André VICTOR

La lutte de classe n° 46 est parue



AU SOMMAIRE :

Après l'URSS, la "Communauté d'Etats Indépendants" : un pas vers une stabilisation ou vers le chaos ?

L'Algérie entre deux dictatures

France

Le Front national, à quelques semaines des élections régionales

France

Va-t-on vers le dernier congrès de la Ligue Communiste Révolutionnaire ?

Etats-Unis

Un parti des travailleurs à nouveau en discussion ?

DERRIERE L'AFFAIRE POLITICO-FINANCIERE LE SCANDALE DE LA SPÉCULATION IMMOBILIERE



AFFAIRE PELLERIN

Christian Pellerin, un "grand" de l'immobilier, à la fortune estimée à deux milliards de francs, qui avait été inculpé dans l'affaire dite "de la tour BP", à La Défense, en région parisienne, semble avoir réussi à se disculper. Mais un de ses associés dans cette affaire, lui, serait mouillé jusqu'au cou, à en croire les informations ayant filtré sur l'instruction en cours.

Pellerin est le PDG de la Sari-Seeri, un groupe immobilier qui "pèse" 10 milliards de chiffre d'affaires et qui, entre autres, s'est taillé une énorme part de gâteau, et de profits, dans la construction et la commercialisation du tiers du quartier de La Défense, ce nouveau centre parisien de l'immobilier de bureaux.

A l'origine de son inculpation, une commission occulte de 12 millions de francs, versée à des intermédiaires - dont certains morts de façon suspecte - qui auraient "facilité" l'achat par Pellerin de la tour BP. Une chose plus qu'habituelle, dans ce domaine de l'argent facile qu'est l'immobilier, où il s'agit d'arracher contre finances le "coup de pouce" qui donne la priorité sur la concurrence pour obtenir une autorisation de construire, un terrain bien situé, un marché public de grands travaux. Evidemment, ces "coups de pouce" se trouvent rémunérés à hauteur des profits gigantesques qu'on en attend et une partie de ces fonds va ensuite généralement alimenter les caisses noires de partis politiques en situation de favoriser les "bons coups".

S'est ainsi trouvé mêlé

à l'opération de la tour BP un policier-homme d'affaires, "suicidé" dans des conditions bizarres et intermédiaire, semble-t-il, de partis de droite. Un pur hasard, évidemment, quand on sait qu'à La Défense, les permis de construire dépendent essentiellement d'un maire RPR et d'un autre de l'UDF, tandis que l'ensemble de la zone dite du "croissant d'or" (qui s'étend sur la rive gauche de la Seine et comprend en son centre La Défense) se trouve tout entière incluse dans les Hauts-de-Seine, un département dont Pasqua, le "financier" du RPR, préside le Conseil général.

Ce "croissant d'or" bien nommé (car il englobe une des plus fortes concentrations d'Europe de sièges de sociétés internationales, de programmes de logements de luxe), nombreux sont ceux qui en croquent. Des politiciens, bien évidemment - et c'est probablement sur cela que la presse mettra l'accent - car, si le mécanisme qui lie ces politiciens à l'immobilier, entre autres, est connu, il ne peut évidemment pas s'étaler au grand jour. Qu'une "machination", comme dit Pellerin - un ré-

glement de comptes entre promoteurs concurrents, entre partis de droite et PS qui s'envoient périodiquement des "affaires" dans les jambes ? - soit l'origine de la découverte de ce qui aurait dû rester caché, n'a rien d'impossible.

Récemment, un autre "magnat" de l'immobilier, Michel Mauer, le PDG de la Cogedim, une société qui construit beaucoup d'immeubles de standing dans l'Ouest de la capitale, avait atterri pour quelques jours derrière les barreaux pour avoir, semble-t-il, trempé dans une affaire de fausses factures.

Mais le véritable scandale n'est pas là. Il consiste d'abord en ce gigantesque monopoly immobilier où les plus gros profits ne se font même pas en construisant, mais en s'échangeant des tours, des immeubles, que l'on achète et revend en doublant, triplant sa mise en un rien de temps.

Ces pratiques se trouvent à l'origine de la flamée des prix de l'immobilier parisien de ces dernières années... et des énormes profits réalisés par les banques en prêtant l'argent de ces opérations aux promoteurs et autres affairistes de l'immobilier, ces banques sachant que

leurs mise initiale leur reviendrait vite et plus que grossie. Les Pellerin et compagnie procèdent ainsi, à grande échelle - et ce n'est pas un hasard si, dans cette affaire de La Défense, on trouve comme autres "intermédiaires" Thouard et Féau, deux des plus grandes sociétés de placement immobilier européennes, qui spéculent sur la "pierre" comme d'autres sur les taux de change ou la Bourse, pour le compte de riches parti-

culiers ou d'entreprises.

Avec la tour BP, Pellerin aurait réalisé, dans les dix-huit mois qui ont séparé son achat de sa revente, un profit de 50 % (plusieurs centaines de millions de francs) ! Sans rien faire d'autre que de spéculer sur la hausse des prix de l'immobilier de bureau à La Défense, le temps entre l'achat et la revente de la tour BP ayant vu, comme par enchantement, se débloquer une autorisation d'accroître la constructibilité de l'emplacement, ce qui

signifie concrètement augmenter la superficie des bureaux et donc, proportionnellement, les revenus que l'on pouvait en tirer.

Et il faut croire que, même en ce moment où l'on parle beaucoup de la "crise" de l'immobilier, ce ne sont pas les occasions de continuer à réaliser de tels profits spéculatifs qui ont disparu, à en juger par l'annonce, le 21 janvier, du rachat par les assurances du GAN des 35 000 m² de l'immeuble ESSO à La Défense. En pleine "affaire Pellerin", les affaires continuent...

Pierre LAFFITTE

Un livre sans intérêt

LA DEFENSE, LE POUVOIR ET L'ARGENT de Gérard de Senneville

Pour en savoir plus sur La Défense et ses dessous politico-financiers, on pourrait être tenté de lire ce livre au sous-titre accrocheur : "L'univers impitoyable des promoteurs publics et privés".

Ce livre est paru quelques semaines avant que le promoteur Christian Pellerin, un des principaux maîtres d'œuvre du site de La Défense (il y a réalisé le tiers des immeubles !), aille apprécier par lui-même la qualité d'habitat des locaux de l'administration judiciaire...

Disons-le d'emblée : ce livre est à peu près aussi corrosif pour le monde des promoteurs que Dallas et J.R. le sont pour l'"univers impitoyable" du capitalisme pétrolier ! Le lecteur en quête de révélations restera

sur sa faim : il n'y trouvera pas d'explications au petit mystère auquel Christian Pellerin semble être mêlé : 12 millions envolés au cours d'une transaction immobilière (de la menu monnaie, pour ce brasseur d'affaires) et deux encombrants "suicidés" (dont un acharné, qui a combiné la corde et le revolver !)

L'auteur, énarque, a été chargé ces dernières années de la direction de l'EPAD. Cet organisme public, en charge de la maintenance du site de La Défense, réalise également des études techniques à prix d'ami pour les promoteurs. Senneville est ici principalement préoccupé de rendre compte de son mandat. Et comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, il pré-

sente évidemment son action sous un angle avantageux.

Les quelques pages où l'auteur nous présente ce qu'il veut bien nous dire des différentes tractations qui mobilisent promoteurs, maires de Courbevoie ou de Puteaux et ministère de l'Équipement, on constate que l'État reste surtout chargé de mettre de l'huile dans les rouages et de faciliter la vie des promoteurs.

Les "révélations" sont donc comptées et ne dépassent guère ce qu'on peut imaginer sur un monde qui brasse allègrement les milliards et les hommes, et réserve la transparence aux façades des immeubles.

Jacques FONTENOY

**INCENDIE
DE L'ANCIEN COUVENT
DES RECOLLETS**

**PIERRE
A FEU ?**

Le week-end dernier, dans le centre de Paris, l'ancien couvent des Récollets a été en partie détruit par les flammes. Selon les témoignages des personnes présentes, tels que les rapporte la presse, l'hypothèse d'un incendie criminel ne serait pas écartée.

Il faut dire que cet ancien couvent, pour partie occupé par des ateliers d'artistes, s'inscrit dans un périmètre (celui du square Villemin) promis aux promoteurs, par la Ville de Paris et par l'Etat, emplacement qu'il s'agirait de dégager au plus vite. Et il semble bien, à en croire des associations de protection du patrimoine (le couvent, du XVII^e siècle, était en partie classé comme monument historique), que le feu serait en passe de devenir un moyen, et pas seulement sur la Côte d'Azur, d'aider à "dégager des terrains"... et le terrain à la spéculation immobilière. Ainsi, le 27 janvier, un responsable d'association de quartier interrogé sur Radio France répertoriait pas moins de neuf incendies plus que suspects, à Paris.

Eh oui, alors que les prix de l'immobilier ont atteint un niveau tel dans la capitale que même la petite bourgeoisie ne peut souvent plus y acheter (car les travailleurs, eux, il y a belle lurette qu'ils se voient contraints d'aller chercher à loger ailleurs), eh bien, les perspectives de profit des promoteurs ne sont pas aussi sombres que la presse le dit. En tout cas, les pouvoirs publics s'évertuent à leur faciliter la tâche.

Alors que la Ville de Paris a été plusieurs fois, ces derniers temps, condamnée en justice pour avoir autorisé des opérations de construction de luxe qui outrepassaient les normes de densité fixées par le POS (le Plan d'occupation des sols), c'est-à-dire par... la Ville elle-même, eh bien un tour de passe-passe devrait éviter à l'avenir de tels désagréments, et à la mairie, et aux promoteurs. Ainsi, la mairie de Paris est en train de modifier un article de ce POS, qui légalisera des dépassements de densité non plus de 8 mais désormais de 20%. On ne verra donc plus, comme l'an dernier à la Porte Maillot, geler des opérations gigantesques pour cause de sur-densité. Cela devrait permettre aux promoteurs, et aux banques qui se tiennent derrière, de "sur-densifier" encore un peu plus leurs profits. Ce n'est tout de même pas parce qu'on manque de terrains à Paris, parce qu'on en expulse ceux qui n'ont pas les moyens d'y habiter, que cela doit empêcher les promoteurs et les banquiers, avec l'aide de l'Etat et de la mairie, de transformer le béton en or !

P.L.

Sécurité sociale

**UN TROU
A GÉOMÉTRIE VARIABLE**

Après avoir sonné l'alarme sur les fonds de la Sécurité sociale, et en particulier après avoir laissé entendre que, pour combler le trou du fonds vieillesse, on allait à la fois faire cotiser plus longtemps les salariés, faire appel à un nouvel impôt ou à la CSG, désindexer les pensions de l'évolution des salaires, voici, du côté du ministère des Affaires sociales, des nouvelles qui se voudraient plus rassurantes. Pour 1992, nous dit-on, les comptes de la Sécurité sociale seraient en "quasi-équilibre". Resterait encore le trou des années précédentes.

Jean-Louis Bianco, le ministre des Affaires sociales, à qui *Le Parisien* du mardi 28 janvier, qui l'interviewe, fait remarquer qu'à "chaque élection les comptes s'améliorent", répond : "L'équilibre pour 1992 n'a rien de miraculeux. Il y a eu (...) un effort de tous et des économies". Il est vrai que, d'ici la fin 1992, le trou de la Sécu a le temps de changer un certain nombre de

fois de profondeur, et que cela dépendra de l'utilisation que les ministres voudront bien en faire.

Trois semaines auparavant, en nous demandant de nous pencher sur un gouffre qui allait de plus en plus béant, celui de la caisse retraites, on nous avait agité le rapport Cottave sous le nez. Et le même Jean-Louis Bianco avait annoncé que, sur cette base, il allait s'occuper de la retraite après les élections régionales. Ce que, à juste titre, les travailleurs avaient compris comme la volonté du gouvernement socialiste de mettre fin prochainement à la retraite à 60 ans. C'était peut-être pour le Parti Socialiste un moyen pour tenter de rallier des électeurs de droite, mais c'en était aussi un pour faire comprendre au "peuple de gauche" qu'il approuverait de nouvelles mesures contre lui-même, en votant une fois encore pour ceux qui, en se servant de leurs suffrages, depuis dix ans qu'ils gouver-

nent, n'ont pas cessé de s'attaquer à la classe ouvrière. Et il faut croire que le tollé que cela a suscité parmi les travailleurs a laissé parvenir quelques échos jusque derrière les murs des ministères.

Alors aujourd'hui Jean-Louis Bianco, sans démentir aucunement les intentions qu'il avait affichées précédemment, essaye de présenter les choses autrement, en insistant sur le fait que le pouvoir d'achat des retraités sera maintenu, que le principe de la retraite à 60 ans et celui du système de répartition le seront également. Ce qui n'engage en rien sur les modalités d'application de ces prétendus principes ministériels et ce qui ne garantit en rien que le gouvernement socialiste ne portera pas une nouvelle fois atteinte aux intérêts des travailleurs dans ce domaine.

Enfin, les croira qui voudra. Mais y en aura-t-il encore beaucoup parmi les salariés ?

L.G.

J.O. CHERCHEZ LA FEMME

Douloureux et délicat problème à la veille des Jeux Olympiques : comment distinguer avec certitude les sportifs des sportives ? Dans la plupart des cas, il suffit de regarder pour savoir à quoi s'en tenir. Mais il y a les cas litigieux, à Albertville comme au Bois de Boulogne, des hommes qui se font passer pour des femmes.

Pour le moment, les hommes ont des performances physiques généralement supérieures aux femmes, et il y en a donc qui préfèrent être première parmi les concurrentes, que dernier chez les concurrents. On prévoit que cela ne durera pas toujours et que dans quelques décennies, sur ce terrain, les femmes rattraperont les hommes. Sans doute verra-t-on alors des tricheuses s'insinuer dans les équipes masculines pour rafler aux pauvres hommes leurs coupes et leurs médailles. Pour le moment c'est l'inverse qui se produit, et il y a même des exemples fameux parmi les sportifs(ves) d'Autriche, des pays

de l'Est, de France ou de Belgique à avoir mélangé les genres.

Pour déterminer qui est qui, le Comité Olympique propose d'effectuer des analyses génétiques. Mais d'une part des scientifiques prétendent que ces contrôles comportent des risques d'erreurs, car la frontière hommes-femmes ne passe pas toujours où l'on croit. Et d'autre part des médecins, ainsi que le Comité National d'Ethique, s'élèvent contre ces examens parce qu'ils sont effectués pour des raisons non-médicales, sans le consentement des examinés, et qu'ils seraient forcément rendus publics.

Qu'arriverait-il alors si une femme-homme, découvrant son incertitude et son infortune à la suite d'un tel contrôle, venait à se suicider ? Horrible perspective et lourde responsabilité !

D'autres questions imprévues pourraient se poser aux organisateurs futurs : que faire si des islamistes veulent concourir ? Comment empê-

cher, sans faire de scandale, des barbus de se dissimuler derrière un voile ?

Grave débat ? Nous n'en jugerons pas. Mais ce pointillisme scientifique a quand même un côté ridicule.

Et si l'on concevait le sport comme un plaisir - celui de ses pratiquants comme ce-

lui des spectateurs - au lieu de le considérer comme une "foire aux muscles", où l'on traite les hommes, et les femmes, comme de simples veaux : aux hormones ! A cette différence que les veaux ne sont ni conscients, ni consentants.

André VICTOR



Des championnes de ski... qui sait ?

VERS UN DROIT DE VOTE SOUS HAUTE SURVEILLANCE POUR LA POPULATION NOIRE...

■ S'adressant le 24 janvier aux trois chambres, blanche, métisse et indienne, du Parlement sud-africain, le président De Klerk a annoncé la tenue prochaine d'un référendum sur des dispositions nouvelles visant à inclure la majorité noire dans la vie politique du pays. Et, pour la première fois, la population noire aura le droit de vote.

S'agit-il pour autant de la fin de l'Apartheid politique comme l'a laissé entendre la presse ici ? En fait, on en est encore bien loin.

Les politiciens blancs conservent un droit de veto

La formulation employée par De Klerk devant le Parlement est en effet des plus nuancées. Ce référendum, a-t-il dit, sera une "consultation à laquelle chaque citoyen sud-africain participera et dont le résultat pourra être lu globalement, mais aussi par collège électoral".

Mais qu'est-ce qui décidera du résultat du référendum ? Une simple majorité dans l'ensemble de l'électorat, auquel cas le poids de l'électorat noir serait décisif ? Ou bien une majorité dans chacun des groupes de couleur qui étaient la base-même de l'Apartheid ? De Klerk s'est bien gardé de le dire. Ce flou lui-même en dit long sur la liberté de manoeuvre

qu'il tient à se garder.

Ce que l'on sait d'ores et déjà, en revanche, ce qui n'est d'ailleurs pas une nouveauté, c'est qu'il ne s'agit en aucun cas pour De Klerk et la bourgeoisie blanche de reconnaître de but en blanc à la majorité noire les droits politiques qu'elle revendique depuis si longtemps. Si tant est qu'ils lui soient réellement reconnus un jour, ce qui n'est nullement garanti par avance.

Pour la bourgeoisie blanche, soucieuse avant tout de préserver ses intérêts matériels, les changements doivent se dérouler sans à-coup, sans troubles sociaux, sans excès d'enthousiasme ou d'illusion de la part des exploités. Pour cela, elle veut une transition longue, suffisamment lente pour garantir que l'Etat ne perde jamais le contrôle de la situation, et ce d'autant plus que la population noire a pas mal de

comptes à régler avec les anciens tenants de l'Apartheid.

Ce qui sera soumis à ce référendum ne sera donc qu'une série



De Klerk et Mandela se serrant la main (mai 1990).

d'amendements à la constitution de l'Apartheid, fixant le cadre du "partage" du pouvoir entre la bourgeoisie blanche et les organisations noires dans un régi-

me de transition. Des amendements qui devront être adoptés au préalable par chacune des trois chambres de l'actuel Parlement, y compris par les politiciens de la minorité blanche qui disposeront ainsi d'un droit de veto, avant même que la population noire ait la moindre chance de se prononcer.

Les réactions des politiciens blancs

Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire que ce référendum soit bien accueilli par tous les politiciens blancs. Ainsi, le parti conservateur, qui se pose depuis toujours en champion des droits de la population blanche, a-t-il réagi en se retirant bruyamment du CODE-SA, la Conférence pour une Afrique du Sud Démocratique, le cadre mis en place par De Klerk et l'ANC, pour rassembler tous les participants au processus de négociation.

Et plus le processus avance, plus De Klerk s'attend sans doute à des réactions hostiles dans la minorité blanche, ne serait-ce que de la part des organisations blanches d'extrême-droite qui, sans connaître de développement numérique important, ont une certaine influence parmi les "petits blancs" des zones rurales et bénéficient de compli-

la quasi-totalité de la direction de l'AWB (Mouvement de Résistance Afrikaaner), la plus importante des organisations d'extrême-droite, y compris son leader, Eugène Terreblanche.

Au cours de ces dernières années, ce ne sont pas les prétextes qui ont manqué à la justice pour s'en prendre à l'AWB. Qu'il s'agisse de ses défilés militaires en arme ou, plus encore, des attentats contre des Noirs auxquels il a été notoirement mêlé. Or ce n'est pas à propos de tels attentats que ces inculpations ont été prononcées, mais suite à l'intervention musclée de l'AWB contre un meeting de De Klerk dans la ville d'Eugène Terreblanche, en août dernier, au cours de laquelle une fusillade avait éclaté entre policiers et membres de l'AWB faisant trois morts.

On peut donc penser que le choix du moment et du motif de ces inculpations, les premières visant des dirigeants de l'AWB, constituent en quelque sorte un avertissement de De Klerk aux dirigeants de l'extrême-droite blanche, pour leur dire que s'ils se mettent en travers de son chemin, De Klerk n'hésitera pas à recourir à la force.

L'ANC prête à tout négociateur

Quoiqu'il en soit, pour l'instant, on est donc en-

dum au Parlement, des dizaines de milliers de manifestants noirs scandaient des slogans contre De Klerk à l'extérieur.

Ce sont les dirigeants de l'ANC, organisation qui semble toujours de très loin la plus importante dans la population noire, qui avaient appelé à cette manifestation. Concession à la méfiance et à la colère justifiée de leur base devant les attermoissements du gouvernement ? Ou, plus encore sans doute, un rappel à l'adresse de De Klerk du poids de l'ANC dans la majorité noire.

Car, à peine deux jours plus tard, alors que l'ANC avait jusqu'à présent toujours refusé par avance d'envisager un replâtrage de la constitution de l'Apartheid, son secrétaire général faisait savoir que l'ANC était prête à discuter avec De Klerk des modalités du référendum annoncé.

Ce genre de revirement n'a rien de nouveau dans la politique de l'ANC depuis que le processus de négociations est engagé. Derrière les apparences radicales qu'elle continue à soigner vis-à-vis de la population noire, l'ANC n'a cessé, dans la pratique, de s'adapter aux méandres de la politique de la bourgeoisie blanche.

Au fil des mois, des liens de collaboration se sont établis. Au plus haut niveau, entre ministres et dirigeants de l'ANC, mais également au plan local, par exemple dans la collaboration maintenant bien établie entre la police et les responsables locaux de l'ANC dans les townships. Cette collaboration est d'ailleurs l'un des objectifs du processus de négociations tel que le conçoivent les hommes politiques de la bourgeoisie blanche, une façon de mettre en place, dans la pratique, un personnel politique, blanc et noir, habitué à travailler ensemble, partageant les mêmes préoccupations vis-à-vis du reste de la population et, en fin de compte, défendant les mêmes intérêts, ceux de la bourgeoisie.

François ROULEAU

Algérie

L'ARMÉE ACCENTUE SON EMPRISE

Mercredi 22 janvier, en Algérie, l'armée avait fait arrêter Abdelkader Hachani, celui qui assurait la présidence du FIS en remplacement de Madani, en prison lui depuis le mois de juin.

Vendredi 24, il ne s'agissait plus seulement pour le nouveau pouvoir algérien d'empêcher, comme il l'avait fait le vendredi précédent, les islamistes d'autres quartiers de la capitale de venir se rassembler devant les deux mosquées de Kouba et de Bab-el-Oued, qui servaient jusque-là alternativement de lieu de ralliement aux intégristes, mais d'interdire complètement aux fidèles de s'installer pour prier dans les rues qui les entourent. Quelques incidents ont eu lieu à Bab-el-Oued, où l'armée et la police ont dispersé les fidèles, surtout des jeunes, à coup de matraque, ou en tirant en l'air, mais sans que cela ne tourne à l'émeute.

Fort de ce succès, le ministère de l'Intérieur annonçait, le lundi 27, au nom "du caractère sacré de la mosquée", sa détermination à ne plus tolérer les prières dans la rue. Et le nouveau pouvoir a l'intention de reprendre le contrôle des mosquées dirigées par les intégristes en y nommant ses propres imams, de dissoudre ou contrôler les associations culturelles islamistes.

Avec prudence, le nouveau pouvoir algérien essaie donc en ce moment de grignoter, une à une, les positions acquises par les intégristes dans les années précédentes, et de les priver ainsi d'une partie de leurs moyens, par la saisie de plusieurs numéros des journaux islamistes, par l'arrestation ou l'interpellation de dirigeants pour leurs discours. Le FIS semble pour l'instant toujours dans l'incapacité de réagir aux attaques du pouvoir, et continue à appeler au calme, ne voulant pas courir le risque

d'un affrontement ouvert avec l'armée.

LA SITUATION ECONOMIQUE

Mais il y a aussi l'autre terrain, le terrain de la crise économique et sociale, dont les démagogues islamistes se sont servis pour gagner leur influence actuelle dans les couches pauvres de la population.

Le gouvernement parle de lancer un nouveau programme d'importations de 8 et 9 milliards de dollars. Il s'agit d'importer quelques équipements et pièces détachées pour l'industrie, et surtout d'importer des produits de consommation, afin de diminuer, au moins momentanément, les pénuries. Mais, pour réduire les pénuries, le gouvernement table aussi, sur "un ralentissement de la demande" que l'on constate, déjà, grâce notamment à "la vérité des prix", explique le journal *El Watan*

du 26 janvier : en clair sur le fait qu'une partie de la population n'a plus les moyens d'acheter, même le minimum.

Encore faudrait-il que les banquiers occidentaux soient assez inquiets des dangers d'explosions sociales que comporte la situation de l'Algérie, et aient assez confiance dans le nouveau pouvoir pour être prêts à l'aider, en lui ouvrant de nouveaux crédits. Car, pour l'année 1992, l'Algérie va devoir déboursier quelque 9,3 milliards de dollars pour le seul service de la dette, alors que les recettes prévues pour ses ventes d'hydrocarbure (pratiquement la seule ressource d'exportation algérienne) se montent à 11 milliards : à peine de quoi rembourser les dettes.

LE FLN CHERCHE UNE SORTIE...

Dans ce cadre-là, l'épisode du naufrage du FLN

n'a de quoi troubler que le monde des politiciens. En 1989, l'armée, qui a depuis toujours dominé la vie politique algérienne, s'était retirée du FLN, et officiellement retirée de la scène politique, pour se mettre à l'abri de la faillite du régime. Aujourd'hui que l'armée a repris directement les rênes du pouvoir, c'est le FLN qui se trouve sur la touche. Mais lui n'est pas en réserve, comme l'était l'armée, il est plutôt à la porte. Alors la querelle semble avoir fait rage à la réunion exceptionnelle du Comité central du parti, les 25, 26 et 27 janvier, entre la direction qui n'avait pas apprécié le coup de force de l'armée, et ceux qui voudraient s'empresser de devenir des inconditionnels de Ghazali, de Boudiaf, et surtout du général Nezzar. Mais un petit incident en début de réunion en disait plus que tous les débats : quelques hommes prudents avaient cru bon d'orner la salle du Comité central d'un portrait du président du Haut Comité d'Etat, Boudiaf, comme jadis la photo de Chadli présidait aux débats ; jusqu'à ce que

l'entourage du Haut Comité proteste en clamant : "pourvu qu'ils ne nous soutiennent pas".

Les chefs du nouveau pouvoir veulent faire oublier leur passé de hauts dignitaires du FLN. Et ils semblent bénéficier, auprès de toute une partie de la population qui ne voulait pas d'une dictature islamiste, du bénéfice d'en avoir pour l'instant reculé le danger. Du coup l'armée, cette armée qui mitraillait la jeunesse en octobre 1988, qui torturait, en paraît blanche. Mais le nouveau pouvoir n'offre au peuple algérien pas d'autres perspectives que l'ancien : lui imposer un appauvrissement de plus en plus grand, au profit des banquiers créditeurs de l'Algérie, et de cette bourgeoisie nationale enrichie, de ces notables de l'appareil d'Etat corrompu (qu'ils aient encore leur carte FLN en poche ou ne l'aient plus). Par la force et la répression contre toutes les couches pauvres à nouveau, s'il le faut.

Olivier BELIN

Etats-Unis

Discours de Bush :

LA COURSE A LA PRESIDENCE VAUT BIEN QUELQUES PROMESSES

Georges Bush, qui décidément attend toujours la relance, annonce un certain nombre de mesures destinées à redresser l'économie américaine, et surtout destinées à redresser sa cote dans les sondages. A quelques mois des élections présidentielles, il faut bien faire quelque chose, ou au moins en donner l'apparence.

Après avoir rappelé dans son discours que les

Etats-Unis avaient gagné la guerre froide et que le communisme était moribond, le président a annoncé, outre certains allègements d'impôts et la possibilité d'avoir un crédit fiscal pour l'épargne retraite, la réduction des dépenses militaires de 50 milliards de dollars pour les cinq ans à venir.

Le budget militaire actuel est de quelque 300 milliards par an. Alors, même si les industriels de

l'armement vont quand même lui faire la tête, on ne peut pas dire que ce soit pour eux la fin des haricots... ni celle des missiles, ni celle des profits. Et puis ça, c'est si Bush est réélu, et si lui ou son successeur, une fois les élections passées, n'annonce pas autre chose.

Toujours est-il que même si cela était vrai, ce n'est pas encore ce qui suffirait à faire disparaître les quelque dix millions

de chômeurs, les centaines de milliers de sans-abri des grandes villes américaines, ni ce qui empêcherait que 35 millions d'Américains ne soient pas couverts par la moindre assurance maladie.

Dans le pays le plus riche du monde, la misère d'une partie de plus en plus grande de la population est la seule à avoir fait un immense progrès.

L.G.

AFP



La police face aux islamistes près de la mosquée de Kouba, à Alger, le 24 janvier.

GAMMA



La réunion du FLN.

Haïti

Depuis le coup d'Etat militaire du 30 septembre dernier en Haïti, une négociation triangulaire est engagée, entre le gouvernement mis en place par l'état-major haïtien, le président renversé J.-B. Aristide et l'Organisation des Etats d'Amérique. Ces négociations, imposées aux militaires putschistes par des pressions américaines, ont pour but de trouver une formule susceptible de permettre que l'on parle de "retour à la légalité constitutionnelle", tout en officialisant la mise à l'écart d'Aristide.

LES GENERAUX AU POUVOIR PRENDRONT-ILS UN "COMMUNISTE" POUR PREMIER MINISTRE ?

L'astuce autour de laquelle tournent les marchandages consisterait à ce que l'état-major désigne dans la faune politique haïtienne - dont l'écrasante majorité a accepté le putsch et collabore avec des civils désignés à la tête de l'Etat et du gouvernement par les militaires - un Premier ministre, et qu'Aristide signe la nomination en question. Les prérogatives du "président constitutionnellement élu", Aristide, de nommer le Premier ministre seraient donc formellement respectées, sans que l'état-major ait pour autant à les reconnaître. Ledit Premier ministre assu-

merait la responsabilité de gouverner, sous la surveillance de l'armée. Aristide pourrait alors, au mieux pour lui, rentrer et inaugurer des chrysanthèmes, au pire, se faire assassiner dès sa descente d'avion. En fait, on lui suggère surtout d'accepter sagement de rester dans l'émigration, tout en gardant son titre.

Le dernier en date des noms de "Premier ministrable" est René Théodore, secrétaire général du Parti Unifié des Communistes Haïtiens. Ce dernier, dont le nom a fini par être accepté par Aristide - dont il a toujours été un adversaire acharné -, a dû recevoir suffisam-

ment d'assurances du côté de l'état-major, de Washington, pour tenir une conférence de presse dans un Port-au-Prince en état de siège, annonçant sa nomination pour pratiquement acquise.

Il est à peine paradoxal qu'un homme qui s'est revendiqué de l'étiquette "communiste" puisse même seulement être pressenti comme Premier ministre, dans ces Caraïbes sous haute surveillance américaine, sous une dictature militaire appuyée sur l'extrême-droite macoutique - même s'il s'est engagé de se démettre du poste de secrétaire général de son parti. Mais c'est peu dire que Théodore était un stalinien modéré : c'est une des plus belles crapules de la faune politique haïtienne, qui en compte quelques-unes. Il était pratiquement le premier homme politique, en dehors de l'extrême-droite macoutique, à saluer les militaires putschistes en "sauveurs de la démocratie". Et depuis la chute de Duvalier, il n'y a pas un, parmi les généraux qui se disputaient le pouvoir, à qui il n'ait pas fait publiquement des offres de services. Le putsch des militaires et la pression américaine pour que Port-au-Prince fasse semblant de "revenir au processus démocratique" a peut-être créé la configuration politique qui rend son ancienne étiquette "communiste" "vendable". Quelle belle preuve de "retour au processus démocratique", et de la part de l'état-major, et de la part de Washington, que l'accession d'un homme aussi terriblement à gauche au poste de Premier ministre ! Même si en fait Théodore reste une marionnette entre les mains de l'état-major, bien plus manipulable qu'Aristide, qui avait une assise populaire, malgré

toutes les concessions que le président déchu a faites à l'armée.

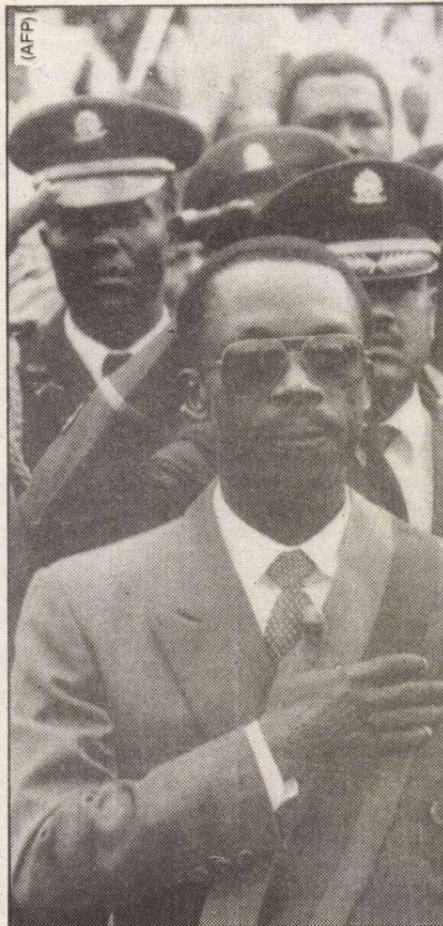
Cela dit, l'attaque toute récente d'un groupe de militaires en civil contre le domicile de Théodore et l'assassinat de son garde du corps montrent que le "Premier ministre pressenti" aurait tort de trop se fier aux garanties, même venant de l'état-major. L'armée haïtienne est une juxtaposition de bandes armées, liées à l'extrême-droite macoutique civile, et liées surtout, les unes comme les autres, à toute sorte de rackets, allant de la contrebande quasi officielle au trafic de drogue, en passant par le pillage des maisons et le banditisme de grand chemin. Le chef d'état-major Cédras négocie, mais les bandes armées anarchiques qu'il représente, mais sur lesquelles il n'a qu'une autorité limitée, elles, disposent. C'est une armée pourrie de corruption, indisciplinée et donc peu satisfaisante même

du point de vue des intérêts de la classe privilégiée - mais c'est la seule. Voilà pourquoi Cédras compose avec les cliques militaires même minoritaires, voilà pourquoi les Etats-Unis composent avec Cédras et voilà pourquoi Théodore a des chances comparables de se retrouver à la morgue ou dans le fauteuil de Premier ministre.

Mais pendant que l'état-major, la caste politique, les milieux aristocratiques, la diplomatie internationale, font tous mine de se pencher sur "l'avenir de la démocratie", il y a la répression systématique menée par les sommets de l'armée contre les quartiers pauvres, les arrestations, bastonnades et assassinats de militants, auxquels s'ajoute la dictature quotidienne de militaires de tout rang qui tuent, pillent et rançonnent simplement pour arrondir leurs fins de mois.



Le général Cédras.



Théodore, un "communiste" qui plaît aux militaires.

L'ex-président Aristide devant son armée, qui l'a renversé et ne veut plus de lui.

Italie

Près d'une semaine d'audiences au palais de justice de Milan, et ce n'est pas fini, pour un procès entre le géant industriel transalpin, Fiat, et trente travailleurs d'une de ses usines : l'usine Alfa Romeo d'Arese, dans la banlieue milanaise ; une usine passée sous son contrôle depuis que, en 1986, l'Etat italien a revendu l'Alfa à Fiat.

Yougoslavie

LA BOSNIE-HERZEGOVINE MENACEE DE DEMANTELEMENT

Le Parlement de Bosnie-Herzégovine vient de décider pour le 29 février l'organisation d'un référendum sur l'indépendance de cette ancienne République de la fédération yougoslave, sous la forme : "Etes-vous pour une Bosnie souveraine et indépendante où tous les citoyens et les peuples de cet Etat - Musulmans, Serbes, Croates et membres des autres peuples qui y vivent - seraient égaux en droit ?".

La population de Bosnie-Herzégovine se compose de 44% de Musulmans, 37% de Serbes et 17% de Croates. D'où le problème des dirigeants de cette République, qui craignent que la consolidation d'un Etat serbe et d'un Etat croate à ses frontières ne menace également la Bosnie d'un démantèlement pur et simple.

Tel est d'ailleurs l'objectif avoué de la principale organisation serbe, le Parti Démocrate Serbe, qui d'ores et déjà appelle à boycotter le référendum. Au maintien de l'intégrité territoriale de la Bosnie, les nationalistes serbes opposent la constitution d'une fédération de trois Etats indépendants, serbe, croate et musulman, ce qui ouvrirait évidemment la voie à l'intégration des Serbes de Bosnie à une future "Grande Serbie".

Et si les dirigeants nationalistes croates soutiennent le référendum, au moins pour le moment, certains seraient également favo-

rables à une structure fédérative pouvant aussi ouvrir la voie à l'intégration à la Croatie des Croates de Bosnie, eux-mêmes en grande partie concentrés dans les régions proches de la frontière croate.

Quant aux politiciens de la majorité musulmane de la population, ce sont eux qui ont le plus à perdre dans un démantèlement qui réduirait considérablement leur pouvoir. D'où ce référendum, sûrement pas motivé par de soudaines préoccupations démocratiques ou favorables à la coexistence des peuples, mais bien plus probablement par les progrès du processus de médiation, sous l'égide de l'ONU, entamé dans le conflit entre la Serbie et la Croatie. Si l'ONU et ses "casques bleus" assumaient le rôle de garants des positions existantes lors du cessez-le-feu du 3 janvier, les dirigeants de Bosnie pourraient espérer sans doute, en s'appuyant sur un vote populaire, obtenir du même

coup la garantie de leurs propres frontières.

Ce calcul se révélera-t-il juste ? Rien n'est moins sûr. D'abord parce que l'envoi des 12 000 "casques bleus" de l'ONU n'est pas encore acquis. Si les hostilités ouvertes entre Serbes et Croates ont effectivement cessé depuis le 3 janvier, le cessez-le-feu est encore loin d'être effectif. Et il ne se passe pas de jour sans fusillade ou tir de roquette. Et de toute évidence l'ONU en est encore à mesurer les risques que comporte l'envoi de ses troupes, dans une situation qui peut se révéler bien plus explosive qu'il n'y paraît. D'autant plus que, si les gouvernements croate et serbe semblent décidés à

accepter la médiation des "casques bleus", il n'en va pas de même de certains dirigeants nationalistes, comme par exemple ceux de l'enclave serbe de Krajina, en plein territoire croate, qui ont proclamé leur indépendance et leur volonté de combattre par les armes toute intervention de l'ONU.

Et puis, en Bosnie-Herzégovine même, ce n'est sûrement pas ce référendum, ni même la présence de "casques bleus" dans la région, qui règlera les problèmes. Depuis les premières manifestations de l'éclatement de la Yougoslavie, comme dans le reste du pays, les politiciens de Bosnie ont cherché à consolider leurs

propres positions en s'appuyant sur les tensions entre nationalités, voire en les suscitant. Aujourd'hui, comme le montre la série d'attentats qui se sont déroulés ces derniers temps dans la capitale Sarajevo, les groupes armés ne manquent pas en Bosnie, ni les politiciens ambitieux prêts à se tailler un avenir par la guerre civile.

Alors, la poudrière yougoslave est sans doute loin d'être désamorcée, qu'il s'agisse du conflit entre la Serbie et la Croatie, ou des autres Républiques qui, comme la Bosnie-Herzégovine, ont été jusqu'ici relativement épargnées par la guerre civile.

François ROULEAU



FIAT EN PROCES

Ces trente travailleurs sont accusés par les dirigeants de l'entreprise de violences, menaces contre des cadres responsables, violation de domicile, diffamation par voie de presse. Sur la base de ces accusations, un certain nombre d'entre eux ont déjà été licenciés par Fiat, puis réintégrés, puis de nouveau licenciés ; le tout plusieurs fois, à mesure que se déroulaient les procédures pénales ! Une amnistie étant intervenue

entre-temps, vingt-quatre de ces travailleurs ont refusé d'en bénéficier, afin qu'un procès puisse avoir vraiment lieu sur les méthodes utilisées par la direction.

Car bien évidemment, pour ce qui est de la violence, c'est plutôt la direction de Fiat qui en est coutumière contre ses ouvriers, à travers les pressions en tout genre qu'elle exerce quotidiennement pour tirer d'eux le maximum de profits et pour

inciter ceux qui la contestent à aller ailleurs. Tout naturellement, quand l'Alfa est passée sous son contrôle, elle a pris des mesures pour y instaurer le même régime que dans les autres usines du groupe.

Une hiérarchie spécialisée dans les opérations d'intimidation à l'égard des travailleurs s'est donc mise en place. Entretiens individuels répétés, menaces de mutation, mesures de chômage partiel ("cassa integrazione") en par-

ticulier à l'égard des travailleurs combattifs, des militants syndicaux ou connus comme d'extrême-gauche se sont succédés, pour continuer par des licenciements, puis par des accusations de "violation de domicile" à l'égard des travailleurs licenciés qui rentraient dans l'usine pour poursuivre leur activité syndicale.

Seulement les travailleurs concernés - militants du "Cobas", le "comité de base" de l'Alfa, ou du groupe d'extrême-gauche Democrazia Proletaria, qui depuis a rejoint "Rifondazione Comunista", la fraction du PC italien qui a refusé l'abandon de l'étiquette "communiste" - ne se sont

pas laissés faire. Et de procès en procès, de témoignage en témoignage, d'article de presse en article de presse, une partie des "méthodes Fiat" sont venues à la lumière du jour : surveillance des délégués et des travailleurs combattifs, fichage des syndicalistes et des inscrits aux différents partis politiques, filatures, écoutes téléphoniques, fouilles dans leurs affaires, utilisation des gardiens de l'entreprise - et même des pompiers - aux fins de mouchardage et tentatives d'intimidation en tout genre...

De toute évidence, la direction de Fiat n'aime pas beaucoup ce déballage, qui fait un peu mauvais effet sur son image de marque. Elle a,

quant à elle, accepté l'amnistie et empêché ainsi un autre procès, intenté contre elle suite à des pressions pour empêcher les victimes d'accidents du travail de déclarer ceux-ci. La Fiat et son grand maître Agnelli aiment bien faire parler d'eux comme de "capitaines d'industrie" efficaces et dynamiques - bénéficiant d'ailleurs par de multiples canaux de l'argent de l'Etat italien -, mais préfèrent qu'on évoque moins le côté dur : les pressions contre les travailleurs, les cadences, la réduction des effectifs, les méthodes policières. Les droits démocratiques, dans le "capitalisme réel", s'arrêtent aux portes de l'entreprise.

A. F.

"MARIAGE" BULL-IBM : POUR QUE LE CAPITAL FASSE DES PETITS... DANS LE DOS DES TRAVAILLEURS

Alors que le gouvernement Cresson n'a pas le moindre résultat dans le domaine de la réduction du chômage, il tente cependant de se glorifier de succès dans le domaine économique, au niveau industriel. Ainsi après la fusion Thomson-CEA, on a pu voir Edith Cresson toute fière d'annoncer un "mariage" entre Bull et IBM.

Le géant de l'informatique américaine va prendre une part de 5,7% dans l'entreprise Bull, contrôlée à plus de 50% par l'Etat français. Cela permettra, nous dit-on, de maintenir des emplois en France, dans la mesure où IBM s'engagerait à commander à Bull 150 000 "portables" par an pendant les quatre prochaines années, et fournirait à l'en-

treprise française une technologie décisive pour l'informatique à venir. En contrepartie, IBM pourra disposer de moyens supplémentaires pour diffuser ses produits en Europe et dans le monde, ce qui est un point marqué dans la bagarre qui l'oppose à ses concurrents japonais en particulier.

Dans l'informatique, comme dans l'aéronautique ou dans l'automobile, ou dans bien d'autres industries, la concurrence internationale fait rage et les combats entre les groupes capitalistes se jouent en fonction de leurs rapports de forces au niveau des quantités de capitaux nouveaux qu'ils sont en mesure d'investir. L'industrie et la finance sont de plus en plus inter-

Etats continuent à être les supports, voire les moyens, qui permettent aux trusts de subsister.

En France, avant même que Bull soit nationalisée en 1983, l'Etat français avait décidé de favoriser une "filiale française" pour l'informatique, et consacrait des milliards de son budget, pris dans la poche des contribuables, pour subventionner les entreprises de l'électronique, purement françaises ou pas d'ailleurs. Bull par exemple était alors associé à Honeywell, une entreprise américaine, et avait déjà passé des accords avec le Japonais NEC (qui possède actuellement 4,7% des actions Bull). Et aujourd'hui, ce n'est pas parce que Bull s'est "mariée" avec IBM, que ce n'est pas l'Etat français -

c'est-à-dire les contribuables - qui va payer les quelque dix milliards de perte sur 1990-1991 !

Aussi le problème des travailleurs, face à ce qui est le fonctionnement du système économique, les lois de la concurrence et celles des trusts, ce n'est pas de savoir si l'industrie est française, américaine, japonaise, ou patagone. Le problème est de ne pas faire, toujours et encore, les frais d'une lutte pour un accroissement de la richesse et de sa concentration, au détriment des conditions d'existence de ceux qui la produisent. Si le capital est international, la classe ouvrière l'est aussi, alors sa lutte contre l'exploitation doit le devenir.

Louis GUILBERT

Chômage

BÉRÉGOVOY CONTENT

Le nombre de sans-travail a augmenté de 11,7% en 1991. Mais Bérégovoy, le ministre de l'Economie et des Finances, fait mine d'être satisfait. D'après lui, il n'y aurait pas aujourd'hui en France 2 826 900 chômeurs. Les véritables demandeurs d'emploi ne seraient que 2 408 000, car certaines personnes inscrites à l'ANPE ne seraient pas vraiment à la recherche d'une place.

En fait, si les chiffres sont différents de la réalité, ils la minimisent plutôt qu'ils ne l'exagèrent. Les multiples stages, semi-emplois et contrats à temps partiel mis en place par le gouvernement, outre qu'ils fournissent aux patrons de la main-d'œuvre quasi-gratuite, servent aussi à maquiller les statistiques du chômage. Truquer les chiffres (ce que les spécialistes gouvernementaux appellent le "traitement social" du chômage, avouant du même coup

que leur social est du trompe-l'œil), voilà tout ce que le gouvernement sait faire.

Les mêmes ministres, qui font semblant de croire à une amélioration parce qu'en décembre la situation n'aurait pas empiré, sont d'ailleurs contraints de reconnaître que les mois à venir seront difficiles. Et pour cause : les plans de licenciements, décidés par Michelin, Thomson-CSF, Bull, Renault, Philips, les Charbonnages, Dollfus-Mieg, Valéo, pour ne citer que ceux-là, vont prochainement jeter à la rue des milliers de travailleurs.

La croissance du chômage est due, avant tout, aux 473 000 licenciements économiques qui ont eu lieu l'an dernier. Les patrons et leur système sont bien responsables du mal. Et le gouvernement, qui ne cesse de subventionner les entreprises et de chanter leurs louanges, est bel et bien leur complice.

On nous écrit :



APRES L'ACCIDENT DE L'AIRBUS A 320



Des gendarmes ramassent les débris et prennent des mesures.

A la tour de contrôle d'Orly, l'émotion a été grande en apprenant l'accident de l'Airbus A 320 d'Air Inter, près de Strasbourg.

Une hypothèse est souvent avancée par des pilotes pour expliquer la descente trop rapide de l'avion après une approche normale : une confusion d'affichage entre une pente de descente (par exemple 3 %) et un taux de descente - c'est-à-dire une vitesse verticale (par exemple 3000 pieds/min) - repré-

sentés par le même chiffre 3 sur le même cadran. Ce qui a pu faire descendre l'avion 10 fois plus vite que prévu, tout en laissant trop peu de temps pour réagir et rectifier l'erreur.

Si cette hypothèse s'avérait juste, gouvernement et aviateurs, contents de rendre les pilotes responsables, dédouaneraient leur bel avion enjeu de tant de milliards.

Mais nombreux sont ceux d'entre nous qui

avons été témoins de difficultés rencontrées par les pilotes de cette machine hypersophistiquée. Problèmes souvent liés à la programmation et à la déprogrammation de l'ordinateur de bord ou à la compréhension de certaines réactions du pilotage automatique.

De plus, les actions de l'ordinateur ne se font pas toujours ressentir au niveau des commandes de vol. Aussi les pilotes sont gênés par la gymnastique cérébrale qu'ils sont obli-

gés de faire en scrutant des cadrans, seul moyen de connaître leur condition de vol.

Le pilotage à deux réduit aussi la possibilité de contrôle et de rectification des erreurs qu'un équipage à trois avait.

Certainement cet avion est un outil technologiquement avancé, mais cet outil est plus adapté à faire des profits qu'à servir des pilotes dont beaucoup aimeraient redevenir maîtres à bord.

Un lecteur

FETE DE LUTTE OUVRIERE À LILLE

Samedi 1^{er} février,
à partir de 15 h
salle du Fort de Mons
à Mons en Barœul
à 17 h 30, le Théâtre du Prato

FETE DE LUTTE OUVRIERE À CREIL

Samedi 8 février,
à partir de 16 h 30
salle Georges Brassens
à Villers-Saint-Paul

Le 44^{me} Congrès de la CGT



Viannet et Krasucki.

LA RECHERCHE D'UNE IMAGE NOUVELLE...

Le remplacement de Krasucki à la tête de la CGT est sans doute le seul enjeu du 44e congrès de la Fédération.

Pour le reste, discours, critiques, autocritiques, tout semble bien prévu, léché et dans la ligne de la CGT depuis ces dernières années.

Viannet, le candidat successeur, s'est exercé dans le style "Il faut changer, savoir écouter, être démocrate, ouvert, etc.". Un grand écran vidéo a permis la projection d'un film où de nombreux interviewés expliquaient pourquoi ils n'étaient pas à la CGT, ce qu'ils lui reprochaient ; de même certains militants ont pu y exprimer leur malaise. La CGT doit faire face au problème général - et non particulier à la CGT - de la relative désyndicalisation. Cela lui pose des problèmes organisationnels, politiques, financiers, matériels. Et la grande question est : comment enrayer cette baisse ? Y a-t-il une autre politique possible ? Laquelle ?

Aujourd'hui, Viannet et les témoins interviewés semblent regretter l'inféodation de la CGT au PCF. La CGT paierait par là la perte de son influence, de ses positions dans les CE, voire les institutions

centrales d'entreprises, à cause du recul du PCF lui-même ; sans parler de ce qui se passe à l'Est. C'est sans doute un des éléments du problème. Mais la CFDT, qui n'a jamais été liée à Moscou ou à Georges Marchais, et qui seconde de toute sa bonne volonté le gouvernement socialiste dans la politique dite réaliste, c'est-à-dire anti-ouvrière, qui se fait dans nombre d'entreprises le porte-parole de la direction même quand elle licencie (voir la RNUR), n'est pas mieux placée du point de vue organisationnel et politique. Elle aussi souffre d'hémorragie militante, de perte de crédibilité et de baisse d'influence électorale. FO, qui essaie de trouver une position à la fois participationniste et contestataire, a certes un peu enrayer sa chute, mais sans bouleverser les rapports de force. La CGC souffre de la crise générale de militantisme et de la crise tout court.

Bref, plusieurs politiques ont été menées par plusieurs syndicats, sans qu'aucune soit à même de s'imposer. Toutes les centrales souffrent de la même baisse d'influence.

Et la CGT, la plus importante dans le milieu des salariés de l'industrie, malgré ses reculs, reste encore la centrale la plus combative. On vient encore de le voir dans le récent conflit des usines Renault de Cléon et du Mans. Ce ne sont pas des cas isolés, des survivances ringardes d'une époque dépassée. En usine, la CGT, quelle que soit la méfiance, les réactions

ambiguës que les travailleurs développent à son égard, constitue la base humaine militante la plus implantée, la plus présente. Alors, quand la CGT, après avoir assumé une grève de plusieurs semaines à Renault Cléon, s'alignant sur les ouvriers les plus déterminés, décide, brusquement, de ne pas tenir compte du résultat du vote en faveur de la continuation, elle encourage toutes les réactions de critique, de méfiance, voire d'écœurement des travailleurs, mais elle plonge aussi ses propres militants dans le malaise et le désarroi. Viannet, le successeur présumé de Krasucki, est bien venu à Cléon, mais pas au début de la grève, pas au cours du conflit, pour apporter le soutien de sa centrale, mais à la fin, le dernier jour - par les hasards d'un calendrier fixé, paraît-il, longtemps à l'avance - mais pour appuyer, sans trop se mouiller, la solution soi-disant réaliste qui consistait à tirer les leçons d'un mouvement décrété descendant et à préserver l'unité des travailleurs... dans la reprise.

Tout le problème de la CGT est là. Il n'est ni à l'Est, ni ici face aux différentes coordinations et autres formes d'auto-organisation des travailleurs. Le problème fondamental de la CGT est celui des limites mêmes de son intervention. La CGT a un lien unique, historique, avec les travailleurs de l'industrie ; elle les a maintes fois trompés, déçus, trahis, mais

c'est encore dans son sein aujourd'hui que se forment les nouvelles équipes de militants. Elles sont de plus en plus réduites, certes, toujours fondamentalement réformistes, voire chauvines, atteintes par tous les défauts politiques de la vieille centrale ; mais tous ceux qui militent aujourd'hui au sein de la classe ouvrière savent qu'ils rencontreront sur leur route, parfois délibérément contre eux, parfois et jusqu'à un certain point avec eux, les militants locaux de la CGT, base militante sur laquelle prospèrent les Viannet, Krasucki et Séguy. Les militants et leur direction peuvent aller jusqu'à des grèves dures, spectaculaires, radicales, mais jamais jusqu'à l'ébranlement de l'équilibre social.

Alors, enterrée la vieille CGT ? Coulée ? Minée par des conflits internes ? Non ! Aussi réduite qu'elle soit aujourd'hui, elle reste malgré tout un obstacle dans la voie de ce consensus social dont rêvent technocrates, patrons et gouvernement socialiste.

La CGT passera sans doute le cap du 44e congrès comme elle a passé les autres. Affaiblie, amoindrie, mais présente et - pour l'instant du moins - difficilement intégrable dans son ensemble.

Colette BERNARD

L'ARGENT COULE MOINS VITE QUE LE PÉTROLE

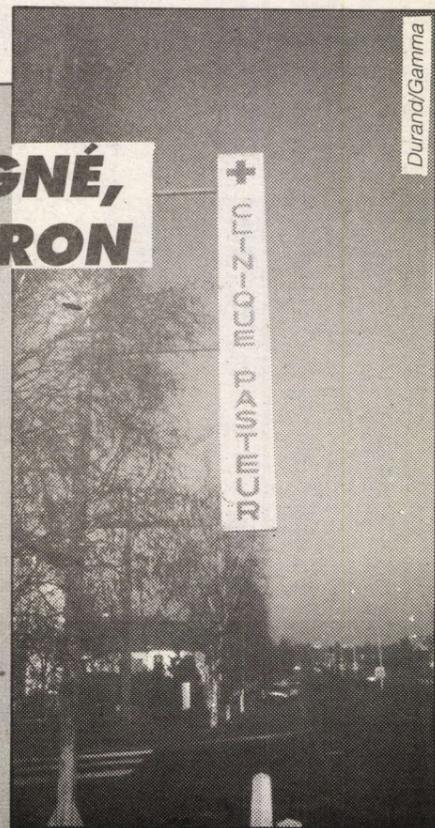
Treize ans après le naufrage de l'Amoco Cadiz, qui avait empétrolé une partie de la Bretagne, la justice américaine vient d'accorder une augmentation de la somme que doit verser la compagnie aux victimes. Mais pour le moment celles-ci n'ont encore rien touché...

Si les naufrages sont rapides, la justice est lente, surtout quand il s'agit de faire payer les trusts.

LE MIEUX SOIGNÉ, C'ÉTAIT LE PATRON

Le PDG de plusieurs cliniques privées vient d'être arrêté et inculpé pour escroquerie. Par le biais de sociétés bidon et autres pratiques frauduleuses, le patron se faisait des centaines de millions de bénéfices.

Mais même les patrons de cliniques qui ne fraudent pas se font aussi de jolis profits. Et tout cela est payé par la Sécu, c'est-à-dire par nous tous...



Durand/Gamma

Abattu par un policier à Asnières

INJUSTICE EST FAITE

Il avait 13 ans, et il a été tué dans la cave d'un immeuble à Asnières. Celle-ci avait été investie par une équipe de six policiers. Ils auraient été appelés par des occupants de cet immeuble, en copropriété, les avertissant que des cambriolages étaient en cours. Trois "gardiens de la paix" étaient placés en faction à l'extérieur, pendant que trois autres descendaient, l'arme au poing, fouiller les caves. Des portes y avaient été fracturées - mais par qui ? l'enquête le dira ou ne le dira pas - quand, selon le procureur,

un policier aurait été blessé au nez, "un coup de poing violent ? ou bien l'effet d'une poussée sur la porte ?" Il aurait alors tiré, et son collègue aussi.

Thibault est mort sur le coup, une balle dans la gorge. Il était venu là avec son copain Stève, de 16 ans. Cambrioler ? Cela reste encore à prouver. Mais même si cela s'avérait être le cas, ce n'était pas un acte passible de la peine de mort, même s'il s'était agi d'un adulte.

Il est vrai qu'il peut régner une certaine exaspération face à ce qui

est le lot quotidien de bien des gens, victimes de plus ou moins menus larcins. Autour de cette atmosphère de crainte et de suspicion, se développe une certaine "idéologie sécuritaire" - entretenue par des politiciens qui essaient de l'exploiter - encourageant la gâchette facile, des professionnels ou des non-professionnels de la répression. Un des policiers qui ont tiré a été dans un passé récent - selon la presse - déjà l'objet d'un blâme pour "violences légères illégitimes" ; c'était en

novembre 1990.

La vie ne vaut vraiment pas cher. Et alors que les voleurs en grand, les pires escrocs, les exploités du travail des autres, sont au pouvoir, on peut voir un pauvre gosse tomber sous les balles des exécuteurs du "maintien de l'ordre", pour avoir été soupçonné d'être un cambrioleur. C'est cette société-là surtout, où peuvent se produire de telles "bavures", qui ne vaut pas cher.

L.G.

PLUS FACILE DE BLANCHIR LES CAPITAUX QUE DE TRAVAILLER AU NOIR

Tout est bon pour traquer ceux que le gouvernement soupçonne d'être des faux chômeurs. Dernière invention, les contrôles d'identité opérés par des douaniers français à la frontière suisse, pour coincer des demandeurs d'emploi frontaliers, accusés de toucher des indemnités tout en allant travailler du côté helvétique. Quelques dizaines auraient ainsi été épinglés et seront poursuivis. D'après ceux qui ont décidé ces contrôles, 500 chômeurs utiliseraient la combine. C'est évidemment dérisoire, sur les 3 millions que compte le pays.

Le gouvernement fait la chasse au travail au noir jusqu'aux postes de douane. Mais les capitaux sont libres de passer les frontières. Et les capitalistes, eux, n'ont pas à pointer. Placer en Suisse l'argent retiré des usines qu'ils ont fermées, c'est légal, ou du moins toléré.

Collège République
(Bobigny - 93)

GREVE CONTRE L'AUSTÉRITÉ GOUVERNEMENTALE

Depuis le lundi 20 janvier, le collège République à Bobigny est en grève. Dès le départ, la colère des enseignants s'est tournée contre le ministre Jospin et le gouvernement. Car la rentrée 1992 promet le pire. 4 suppressions de postes d'enseignants, des heures supplémentaires, obligatoires pour les profs. Alors, quand on sait qu'actuellement il y a 1 000 élèves pour 60

profs environ, que la seule infirmière actuellement en longue maladie n'est pas remplacée, qu'il n'y a que deux ouvriers d'entretien, un seul surveillant certains jours, une documentaliste et jamais de remplaçants en cas d'absence prolongée, ras-le-bol de la politique de Jospin qui vient encore de distribuer 360 millions de francs aux écoles privées, mais prive de moyens l'immense majorité des

élèves, qui sont dans l'enseignement public.

L'an dernier, après une semaine de grève, nous n'avons obtenu que des promesses orales... non tenues. Cette année, nous remettons la grève. Nos revendications sont : refus des suppressions de postes, un surveillant pour 100 élèves, refus des heures supplémentaires obligatoires, embauche de personnel sur les postes nécessaires. Réu-

nis en assemblée générale vendredi 17 janvier, nous avons décidé d'adresser une lettre aux parents d'élèves et de convoquer parents et délégués d'élèves aux assemblées, afin qu'ils expriment eux aussi leur ras-le-bol.

Mercredi 22, une cinquantaine de professeurs, parents et élèves s'est rendue à l'Inspection académique pour qu'une délégation élue de douze personnes y soit reçue. "C'est huit personnes et pas une de plus" a répondu Effroy, l'inspecteur d'académie avec mépris. Par contre, il a demandé plus de huit flics pour bloquer le couloir et l'entrée du hall où nous avons été enfermés de 12 h à 17 h, sans même pouvoir aller aux WC.

Le soir, l'AG des parents décida d'y retourner le lendemain à midi, plus nombreux. Et c'est 150 à 200 personnes, profs, parents, élèves, qui se retrouvèrent devant les portes, avec les flics derrière. Mais pour Effroy,

c'était toujours huit personnes et pas douze.

Nous avons donc décidé de l'attendre à la sortie et nous nous sommes divisés en deux groupes, l'un à la sortie piétons, l'autre au parking. Mais à 18 h, après six heures d'attente, Effroy ne s'était toujours pas manifesté. Les flics ont chargé à la sortie parking, distribuant les coups. Une élève a été jetée par terre et son père qui s'interposait a été frappé et embarqué au commissariat (il a été relâché le lendemain après 15 heures de garde à vue).

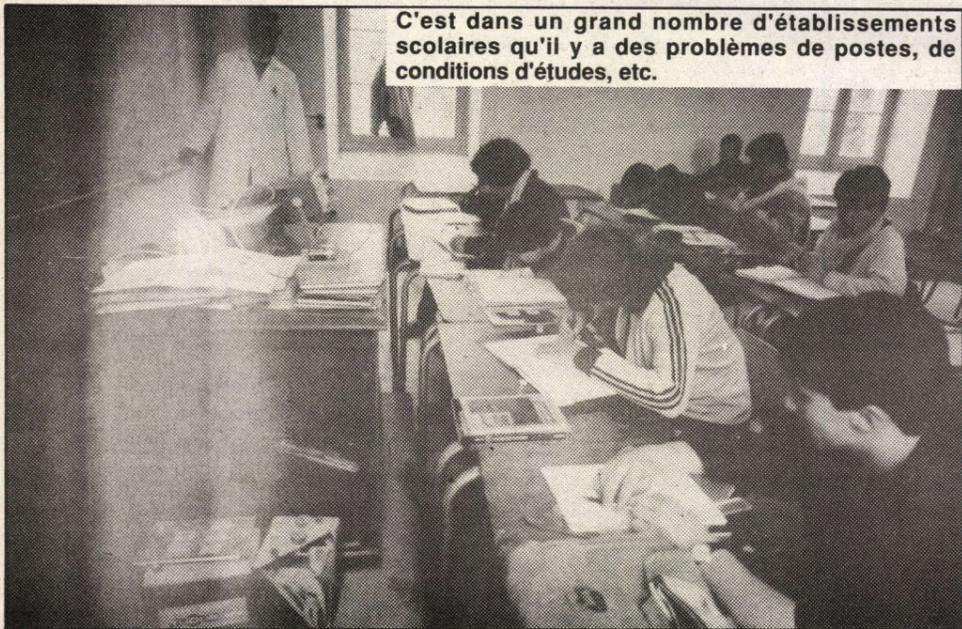
Vendredi 24, à l'AG du matin, le commissaire divisionnaire a demandé à être reçu : "Ces incidents sont regrettables, je suis venu pour vous comprendre, je suis nouveau dans mon poste, je suis prêt au dialogue". Mais si le flic en chef se disait prêt au dialogue, ce n'a pas été le cas de l'inspecteur académique.

Lundi 27, une délégation a été reçue au minis-

tère par un sous-fifre qui "transmettra". La grève a été votée de nouveau jusqu'au 30 inclus, avec décision d'informer la population et de l'inviter à protester avec nous. Le maire de Bobigny a fait distribuer un tract de soutien aux habitants et une demi-journée de grève mardi 28 a été décidée par la FEN sur les établissements du département qui subissent la même dégradation des conditions d'enseignement que nous. 25 établissements ont été touchés. Enfin jeudi 30, le SNES, le syndicat de l'enseignement du secondaire, a décidé, dans le cadre d'une journée d'action, un rassemblement local au collège République à Bobigny. Des délégations d'enseignants de République se sont rendues dans plusieurs établissements du 93. Des réunions ont été programmées. Affaire à suivre, donc...

Correspondant LO

C'est dans un grand nombre d'établissements scolaires qu'il y a des problèmes de postes, de conditions d'études, etc.



Guénel/Gamma

Alsthom - Montrouge

38^e JOUR DE GREVE AVEC OCCUPATION : LA GREVE DURE

Au moment où nous écrivons, la grève dure toujours.

Lorsque Schlumberger, il y a environ deux ans, a vendu à l'Alsthom l'un de ses secteurs de production, soit environ 310 personnes, beaucoup pensaient que des problèmes se poseraient rapidement. Cela ne tarda pas, restructuration, mutation, licenciements, choses qui n'étaient pas nouvelles mais qui, avec le nouveau patron, n'ont fait que s'amplifier.

Le problème qui est posé aujourd'hui est celui du transfert de toute l'activité à Montpellier. Des promesses avaient été faites au personnel : des

locaux en région parisienne devaient être trouvés. Mais au fil du temps la direction changea d'avis, la décision fut prise de transférer dans un premier temps la production à Montpellier (108 personnes), puis dans un deuxième temps les bureaux et les études et le commercial. Là encore, la direction avait fait des promesses de reclassement en région parisienne. La majeure partie du personnel, ayant plus de vingt ans de maison, refusait le transfert en province et divers mouvements de débrayage eurent lieu, devant le peu d'empressement de la direction de

trouver des postes pour reclasser ceux qui ne pouvaient suivre.

Peu avant Noël, la direction précipita les choses. Elle annonçait que le déménagement du matériel serait effectué entre les fêtes de Noël et du Jour de l'An. C'est lorsque les camions de déménagement firent leur apparition, que l'ensemble du personnel de la production se mobilisa. Il fut décidé d'empêcher ce déménagement. Les locaux furent bloqués et occupés et seule une petite partie du magasin fut démenagée. (Il faut dire que les déménageurs ne souhaitaient pas jouer les

gros bras.) La direction comptait sûrement sur la période des fêtes pour que le mouvement s'épuise.

Aujourd'hui, trente-huit jours plus tard, elle ne peut toujours pas transférer son usine. Elle n'a pourtant entrepris aucune discussion avec les grévistes et les syndicats, bien au contraire, elle a voulu faire un simulacre de réunion du Comité d'entreprise, comptant sur le fait que ces réunions déclencheraient la procédure légale pour entamer les licenciements. Deux réunions du Comité d'entreprise, auxquelles les délégués ont refusé d'assister, ont été convoquées,

la direction espérant avoir l'autorisation de procéder aux licenciements. Les organisations syndicales ont contesté en référé la validité des réunions convoquées par la direction. Le juge a donné raison au personnel, "du fait que les ordres du jour des réunions du Comité d'entreprise n'ayant pas été signés par le secrétaire du C.E.", celles-ci n'étaient pas valables. Cette décision a renforcé la détermination des grévistes, cela d'autant plus que le juge a demandé une réunion de conciliation afin de régler le conflit.

Il est sûr que les grévistes sont maintenant

plus que jamais décidés à tenir. Le personnel des bureaux et études, qui doit également déménager, est très concerné par l'issue du conflit. La direction craint que ses cols blancs ne soient tentés d'apporter leur soutien à ceux de la production. Vendredi dernier, au Comité d'entreprise, la direction a annoncé l'augmentation de l'ARI (prime de départ personnalisée) de 6 000 F, une prime de reprise de 2 500 F. C'est loin de satisfaire les grévistes. Et au point où en est le conflit, ils préféreraient continuer la grève.

Correspondant LO

CHRU - Nancy

SOUS LA PRESSION LA DIRECTION REND LES PRIMES

A peine un décret ministériel était-il paru en 1990, disant que les personnels en formation conserveraient leur traitement ainsi que l'indemnité de résidence et les indemnités à caractère familial, que la direction avait déduit qu'elle pouvait supprimer tout le reste ! C'est ainsi que pendant leur année de formation les trente élèves-Aides-Soignantes n'avaient pas touché les primes, ce qui faisait entre 450 et 800 F de moins sur des salaires qui ne sont déjà pas bien élevés.

C'est en décembre, une fois sorties de

l'école, que, voyant qu'elles ne percevaient pas non plus l'acompte sur la prime annuelle, les aides-soignantes se sont manifestées. En tout, cela leur faisait une perte d'environ 10 000 F pour l'année de formation.

Soutenues dans des pétitions par leurs collègues de travail, elles ont rencontré le 15 janvier le directeur des personnels qui était très embarrassé. Il faut dire qu'entre-temps, était parue la circulaire d'application du décret, qui ne parlait pas de suppression mais, au contraire, de maintien des primes des

élèves-AS (tout en leur supprimant quand même des primes correspondant au temps de formation excédant 52 jours par an - cadeau d'un gouvernement socialiste ?).

La direction, qui s'était empressée de supprimer une partie des ressources des élèves, s'était bien gardée de leur dire la vérité et de leur rendre leur dû. Et plutôt que de les rembourser immédiatement et sans discuter, le directeur croyait s'en tirer en leur versant un acompte de 800 francs et en les embarquant dans des histoires de procédure

et de "recours gracieux" à n'en plus finir.

Mécontentes, les aides-soignantes revenaient à la charge en s'invitant à la réunion de CTP du 28 janvier. Là, le directeur général s'engageait à leur rembourser toutes les sommes dues avec la paie de février.

Dans cette affaire, la direction ne s'est pas montrée au-dessus de tout soupçon, et des aides-soignantes n'ont pas manqué de lui dire que, si elles n'avaient pas bougé, elles en auraient été pour leur argent.

Correspondant LO

Peugeot - Sochaux

LES LICENCIERS EN ACTION

Le plan de réduction des effectifs pour 1991 n'est même pas encore terminé (les derniers départs ont lieu en février) que le nouveau plan pour 1992 est déjà arrivé : 1 427 suppressions d'emplois sont programmées pour cette année.

Sont prévus : des départs en FNE, à partir de 56 ans et 2 mois, des départs volontaires pour les plus de 55 ans.

Ces chiffres sont à rajouter à la longue liste des suppressions d'emplois depuis une dizaine d'années. Rappelons les effectifs du centre de production Automobiles Peugeot de Sochaux, en 1980 : 42 000 salariés ; en 1992 : 22 000 salariés.

Soit 20 000 suppressions d'emplois en 12

ans avec une production quasiment identique. Comment la direction a-t-elle réussi ce score ? D'abord grâce aux multiples facilités légales que le gouvernement a mis à disposition des chefs d'entreprise : FNE - "aide" au retour au pays pour les immigrés - "aide" aux reconversions, etc.

Mais aide-toi, le ciel t'aidera, Peugeot s'est surtout aidé lui-même en faisant la chasse systématique aux ouvriers malades ou en difficulté, voire en inventant des motifs quand il n'en avait pas. Le cas le plus connu fut celui d'André Fallot, licencié en 1990 pour l'emprunt provisoire d'un fer à souder d'une valeur de 70 F.

Correspondant LO

SNCF (Paris)

GREVE AU NETTOYAGE DE LA GARE DE L'EST

Du 16 au 24 janvier, les travailleurs du nettoyage de la Gare de l'Est, cinquante personnes, étaient en grève. Employés par une entreprise extérieure, la société Otenetto, ils avaient arrêté le travail lorsqu'ils s'étaient aperçus que leur prime de fin d'année n'avait pas été payée au taux fixé.

En effet, il y a un an, en décembre 1990, le patron du moment, Greys Bavi, avait lâché entre autres, suite à une grève, le passage de 92% à 96% du salaire brut sur la prime de fin d'année. Un protocole d'accord avait alors été signé. Les 96% étaient donc un acquis. Mais aujourd'hui le nouveau patron, Otenetto, a refusé ce taux et payé la prime à 92%, taux minimum fixé par la convention collective du nettoyage. En espérant que les nettoyeurs n'y verraient rien, Otenetto n'a pas

indiqué sur la fiche de paye le détail de la prime, pas même son taux. Comme si les travailleurs ne pouvaient se rendre compte qu'on leur volait 4%.

Dès leur première assemblée générale, les grévistes ont donc exigé le respect des accords antérieurs et l'engagement de donner le détail du calcul de la prime. A ces deux revendications ils en ont ajouté trois autres : que l'indication de l'adresse du siège social d'Otenetto soit portée sur la fiche de paye, 500 F d'augmentation uniforme pour

tous et le paiement des heures de grève. Pour conduire la grève, ils ont élu un comité de grève de sept personnes.

Les grévistes se sont adressés par tracts aux ouvriers du nettoyage de l'atelier de l'Ourcq, auxquels ils ont demandé de refuser de faire les trains supplémentaires que leur patron pouvait essayer de leur donner et qui étaient les trains des grévistes. Ils se sont aussi adressés aux cheminots et aux usagers de la Gare de l'Est, ainsi qu'aux cheminots de la Gare du Nord.

La société Otenetto a bien essayé de faire appel à des intérimaires mais, devant la réaction immédiate des grévistes, elle a reculé. Les intérimaires n'étaient de toute façon pas bien chauds pour travailler dans de telles conditions.

Après plus d'une semaine de grève, le patron a fini par céder en partie sur les revendications des grévistes. Ils ont obtenu :

- 100 F d'augmentation sous forme de prime mensuelle ;
- 700 F représentant un peu moins de la moitié des jours de grève ;
- le détail de la prime de fin d'année ;
- l'adresse du siège social sur la feuille de paye.

Le protocole de fin de grève a été signé par le représentant d'Otenetto et les membres du comité de grève. Quant aux 96% qu'Otenetto refuse de payer, l'assemblée générale des grévistes a décidé d'attaquer la société en justice pour non-respect d'un accord signé.

Ainsi, même si les travailleurs n'ont pas obtenu satisfaction sur tout, ils se sentent satisfaits d'avoir fait reculer leur patron... et la SNCF. Car, les grévistes le savent bien, leur vrai patron est la SNCF, qui passe par des entreprises extérieures pour sous-payer des milliers de salariés qui travaillent pour son compte, même s'ils sont employés



Gare de l'Est à Paris. La SNCF utilise des "entreprise extérieures" pour certaines tâches, mais c'est elle la véritable direction.

d'entreprises telles qu'Otenetto, simples intermédiaires qui prélèvent leur prébende au passage.

Et dans cette grève, cela est apparu encore plus nettement que de coutume. On a pu en effet voir le chef de l'établissement SNCF de l'Ourcq intervenir directe-

ment, au bout d'une semaine de grève, pour qu'Otenetto négocie. En fait, c'est la SNCF qui a reculé, inquiète de voir les grévistes camper sur leurs positions;

Correspondant LO

Rosières (Cher)

TRAVAIL SAISONNIER DANS LA METALLURGIE

Rosières, l'usine qui fabrique les "extraordinaires cuisinières", chères à Bocuse, connaît en ce moment une ambiance pesante.

Partout, dans tous les ateliers, depuis la semaine qui a précédé les congés de Noël, nous ne savons pas la veille si nous allons travailler le lendemain, voire même le matin pour l'après-midi.

Le patron utilise pratiquement quotidiennement le chômage partiel pour nous renvoyer à la maison.

La chaîne des fours, par exemple, chôme deux semaines de suite. Nous ne reviendrons au travail que le 3 février, si ce n'est pas le 10 ! On nous a renvoyés à midi le jeudi.

Aux Tables, des camarades partent pour une semaine, reviennent, parce que la direction les a fait rappeler par téléphone la veille, travaillent trois jours et repartent en chômage partiel pour un temps indéterminé.

On apprend que des camarades, dans des ateliers un peu isolés, sont au chômage pour trois semaines. La signification de la prolongation est

annoncée par courrier.

Une camarade, qui ne savait pas qu'elle était sur la liste des chômeurs, est revenue le lendemain d'une permission. Le chef de l'atelier du Montage lui a appris à 10 heures qu'elle pouvait retourner chez elle à midi !

La direction dit qu'il y a une baisse de production, ralentissement des commandes et qu'elle y fait face en recourant au chômage partiel. En fait, elle impose la flexibilité. Elle voudrait nous habituer à être à sa disposition à tout moment de la semaine et même de la journée.

Pourtant les 730 employés de Rosières, qui fabriquent des cuisinières à bois, au gaz, des fours, des tables de cuisson, ne se considèrent pas comme des travailleurs saisonniers, tributaires des intempéries ou des récoltes.

Dans les ateliers, nous ne sommes pas dupes des arguments avancés par la direction, nous en discutons tous les jours et nous les dénonçons.

Correspondant LO

A LILLE, UNE GREVE CHEZ LES FACTEURS

Depuis deux semaines, il n'y a plus de courrier distribué dans les boîtes aux lettres. En effet, les postiers de Lille-Moulins et Recette Principale sont en grève pour empêcher la direction départementale d'appliquer la suppression de 28 "positions" de travail, surtout au niveau des tournées de facteurs.

A de nombreuses reprises, environ 200 postiers ont manifesté dans les rues de Lille. Pour tenter de contrer les grévistes, la direction a mis en place un centre de tri parallèle avec des auxiliaires et intérimaires. Dans les petits bureaux "satellites" la direction a réquisitionné des contrôleurs stagiaires (nouveaux embauchés) pour distribuer le courrier aux usagers qui viendraient le chercher. Mais cela est très peu efficace.

Les syndicats soutiennent la grève. Mais, à ce jour, ils n'ont proposé

aucune action de protestation ou simplement de solidarité dans les autres bureaux, centres de tri ou Chèques Postaux. Il est certain que la direction cherche le pourrissement de la grève. Si le mouvement prenait de l'ampleur, ce nouvel élan amènerait certainement la direction à revoir sa position !

Correspondant LO



A la Poste... on supprime des postes !

(Arc.)

(AFP)

L'interview truquée de Fidel Castro par PPDA

LA CHASSE AU SCOOP DANS LES CARAIBES

Pour être journaliste, c'est bien connu, il faut être débrouillard. C'est du moins l'image que les journalistes veulent donner d'eux-mêmes. Et comme ils sont bien placés...

Et PPDA - Patrick Poivre d'Arvor, présentateur vedette de TF1 - ne manque pas, sinon d'habileté, du moins de culot. Il était parti avec un collègue, Régis Faucon, qui se prétend un vrai journaliste, pour réaliser une interview exclusive de Fidel Castro. Las, ce dernier ne leur donna pas l'exclusivité. Il se contenta de faire une conférence de presse devant tous les journalistes rassemblés, conférence qui fut filmée. Nos deux compères n'allaient quand même pas revenir bredouilles, d'autant que le voyage à Cuba coûte cher, et que TF1 est pauvre, comme chacun sait. Ils ont tout bonnement fabriqué l'interview. Nos bricoleurs ont utilisé les réponses que Fidel Castro avait faites à des questions posées par différents journalistes, et PPDA s'est fait filmer en posant des questions de son cru. Il a suffi ensuite de faire un montage des deux, et l'affaire était dans la boîte. Les fidèles spectateurs ont donc eu droit au dialogue entre Fidel et Patrick, mieux même que s'ils avaient été sur place. Pas très palpitant d'ailleurs.

Seulement voilà, *Télérama* a révélé la supercherie. Et comme PPDA protestait, Antenne 2, qui s'était tue jusque-là "dans un souci confraternel" a-t-elle dit après coup, a finalement montré le film de la conférence de presse de Castro, dans lequel on se rend nettement compte de ce qui s'est passé réellement. Antenne 2 n'a agi, c'est évident, que par souci de l'information et de la vérité. Félicitations !

PPDA et TF1 s'indignent. Une pétition des journalistes de la chaîne proteste contre "une formidable campagne de dénigrement contre certains journalistes éminents de la chaîne". Sans doute eût-il fallu les féliciter pour ne pas s'être inclinés devant la réalité banale, comme n'importe quel montreur d'images, mais de la fabriquer. Quoi, ce seraient des menteurs ! Allons donc ! Simplement des monteurs. Faut pas confondre.

Moralité, si l'on peut dire : il faut se méfier des gentils messieurs qui proposent de vous montrer des belles images.

J.P.V.

LA GUERRE DES FESSES

Ce roman de pure fiction se passe dans un pays d'Amérique latine de fantaisie, où se retrouvent bien des traits communs à la plupart de ces pays : peuples mélangés, Noirs issus de l'esclavage, Espagnols ex-colonisateurs, Indiens survivant dans des régions inaccessibles au fond des forêts tropicales ou à plus de 2 000 mètres à flanc de cordillère, où seuls quelques ethnologues ou encore des alpinistes viennent leur rendre visite "pour s'y peler le nez ou attraper la diarrhée". L'auteur, malgré son nom français, est d'origine britannique et a travaillé en Colombie comme instituteur et cow-boy. Anti-conformiste et philosophe, il paraît adepte de Candide.

La guerre des fesses de Don Emmanuel n'est pas une histoire, mais une série de tableaux, de réflexions sur la situation de l'Amérique latine et ses dictatures entretenues par des démocraties. Le prétexte du récit est volontairement dérisoire : une dame, membre de la haute société, a décidé de faire creuser une piscine dans sa propriété et, pour ce faire, de détourner l'eau de la rivière qui irrigue les maigres terres des Indiens en aval. Mais Don Emmanuel, un propriétaire anti-conformiste et ami des Indiens, n'accepte pas de perdre l'eau nécessaire à l'irrigation des terres et de... "ses fesses".

Les personnages sont typés. Les pauvres cam-

pesinos sans terre, Indiens pour la plupart, sont frustrés mais plutôt sympathiques. Et les autres, les riches, ainsi que les soldats à leur solde, ne sont que des bandes de brutes et de fanfarons que personne n'aime.

Il y a des prostituées au grand cœur et un curé "défroqué pour fornication" et adepte de la théologie de la libération, qui a rejoint les guérilleros. Ceux-ci, partisans du Che, de Fidel ou d'Hugo Blanco, s'efforcent plus ou moins d'entraîner et d'organiser la révolte des paysans.

Le roman met en scène successivement des couches dirigeantes parasitaires qu'on voit chasser, par les armes ou par

DE DON EMMANUEL

de Louis de Bernières

la chimie (avec des défoliants ou du napalm) les Indiens de leurs terres. Ces oligarques se partagent "démocratiquement" le pouvoir, où alternent libéraux et conservateurs. Ils divergent toutefois sur les moyens de combattre "la diffusion de convictions épouvantables telle que l'égalité", le "juste salaire" et "la démocratie". Les conservateurs pensaient qu'il fallait adopter la manière forte ; cela signifiait se montrer brusque avec ses campesinos, les maintenir dans l'ignorance et les payer au salaire fixe de 150 pesos par semaine. Les libéraux pensaient qu'il fallait être cordial avec ses campesinos, leur apprendre à lire des bouts de papier délivrant des instructions et les payer au salaire fixe de 150 pesos par semaine. Les uns et les autres sont sous la surveillance des militaires qui rêvent de putsch pour chasser les libéraux et les conservateurs du pouvoir car ils ne sont, disent-ils, au fond, que des suppôts du

communisme. Ces "ferments catholiques, indéfectibles partisans de la patrie, de la loi et de l'ordre (...) ne voyaient qu'athéisme et marxisme, divorces, étudiants fornicateurs et libertaires brandisseurs d'étendards, ouvriers en grève ruinant l'économie, et un gouvernement civil qui n'osait pas adopter des mesures de fermeté par peur de l'opinion étrangère". Et, à la façon de la dictature argentine, ils s'engagent dans la traque aux opposants et les disparitions se multiplient.

Le roman est féroce, très fantaisiste. On passe du burlesque au surréalisme ou encore à la tragédie. Chaque épisode n'est que prétexte, pour l'auteur, à dénoncer des faits réels et la situation qui est faite aux peuples d'Amérique latine.

Cécile BERNIER

La guerre des fesses de Don Emmanuel de Louis de Bernières - Ed. Stock - Nouveau Cabinet Cosmopolite - 148 F.

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'avarice et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser

toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 23
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970.

Gerant : Michel Rodinson.
Associés : René Narmatos, Isaac Szmulowicz, José Chautroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule
Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

- Lutte Ouvrière - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. - Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

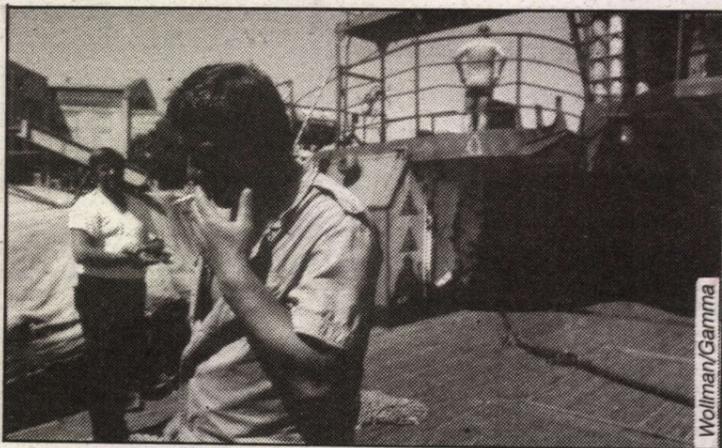
NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL et VILLE :
COMPLEMENT D'ADRESSE :
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

LA FUITE EN AVANT... VERS L'ABIME

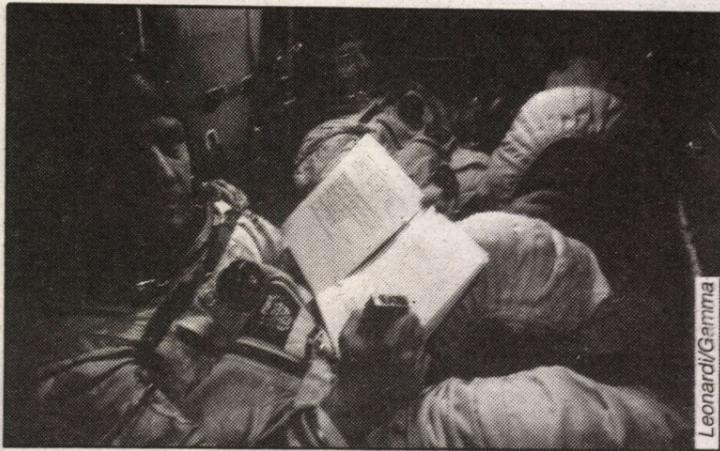
Des matelots de la flotte marchande ex-soviétique, bloqués dans des ports du monde entier, faute d'avoir de quoi revenir au pays, n'ayant même pas de quoi se nourrir dans leurs ports d'escale, comme on a pu le voir lors de reportages cette semaine : c'est une image misérable - parmi d'autres - qui illustre la dégradation galopante de la situation dans l'ex-URSS, la Communauté des Etats Indépendants. Une situation qui ne date certes pas de la hausse brutale des prix du 2 janvier, mais que celle-ci a encore aggravée, faisant flamber les prix dans une spirale ascendante, provoquant une ruée - pour qui le peut - sur le dollar et les autres devises occidentales, tandis que, dans certaines Républiques - comme en Ukraine - on commence même à manquer de papier pour imprimer de la

**LA DEGRADATION DES
CONDITIONS D'EXISTENCE**

Mais s'il y a un symbole encore plus marquant de cette dégradation, c'est bien l'annonce, par les cosmonautes, du fait qu'ils lançaient un préavis de grève, leur salaire actuel (600 roubles) ne leur permettant plus de vivre normalement. Eh oui, même les cosmonautes qui, depuis Khrouchtchev, constituaient vis-à-vis du monde entier le symbole de la capacité de l'économie et de la technologie soviétiques à rivaliser avec celles des Etats-Unis, en sont réduits à menacer de faire grève. A dire vrai, vu l'état de délabrement des finances, des centres de direction et de commandement, la grève - si l'on comprend bien, le refus de se laisser embarquer dans un vol spatial - n'est sans doute pas simplement une affaire de simple défense de son niveau de vie. Entre le début d'un vol et son retour sur terre, qui sait ce qui pourrait bien se produire, si le Kazakhstan - d'où partent les fusées -, actuellement en délicatesse avec la Russie, acceptait encore de recevoir sur son sol des cosmonautes "d'une autre République" ? Ou, tout simplement, quelle confiance les cosmonautes pourraient accorder à une technique et à des entreprises, même de pointe, que paralysent, comme toutes les autres, le pillage par la bureaucratie et la petite bourgeoisie, à des centres de commandement qui tournent à vide, tirillés qu'ils sont entre les clans rivaux des bureaucraties de chaque République ?



Wolman/Gamma



Leonardi/Gamma

Quant à la grande majorité de la population, qui n'a même pas pour se consoler ni le prestige des cosmonautes, ni les menus avantages que procure le fait de voyager à l'étranger sur des bateaux de commerce, sa situation s'aggrave, semble-t-il, de jour en jour. A en croire, par exemple, *L'Ouvrier de l'Oural*, le quotidien d'Ekaterinbourg-Sverdlovsk, le fief d'Eltsine, des grèves pour les salaires, pour le ravitaillement, éclatent un peu partout dans cette région. Et tout laisse à penser qu'il en va de même dans les autres régions. C'est même un des sujets d'inquiétude majeurs des dirigeants actuels du pays. Ainsi, dans son édition du 12 janvier, ce quotidien se demandait, dans un article intitulé *De quel côté va pencher le mouvement ouvrier ?*, si les mesures économiques prises par le gouvernement Eltsine, censées accélérer le passage à une "économie de marché", n'allaient pas plutôt précipiter le pays dans le chaos social. Cette crainte, on la retrouve d'ailleurs, exprimée au plus haut niveau, par des responsables politiques russes, notamment, encore récemment partisans d'Eltsine, qui demandent que le Parlement lui retire les pleins pouvoirs qu'il lui avait accordés, il y a quelques semaines à peine.

LA DIVERSION NATIONALISTE

La voie sur laquelle les eltsiniens, mais aussi les politiciens qui commencent à se démarquer d'Eltsine, cherchent à dévoyer le mécontentement de la population est celle du nationalisme et de l'affrontement avec les autres Républiques. Et cela avec d'autant plus de facilité que leurs homologues ukrainiens et biélo-

russes, pour les mêmes raisons, cherchent, vis-à-vis de leur propre population, à jouer la même carte nationaliste. C'est ainsi que le Parlement russe, eltsiniens et anti-eltsiniens confondus, vient de soulever, après le bras de fer avec

l'Ukraine quant à l'appropriation des navires de guerre de la mer Noire, la question de la Crimée. Cette presqu'île, sur laquelle se trouvent les principaux ports de guerre de la mer Noire, appartient à l'Ukraine depuis que Khrouchtchev, en 1954, l'a détachée de la Russie. Mais comme sa population se compose dans son immense majorité de Russes, Eltsine et ses comparses ont trouvé de bonne guerre d'en revendiquer le rattachement à la Russie. Et peu leur importe que, lors d'un récent référendum, cette population se soit prononcée en faveur de l'Ukraine : ils espèrent qu'en envenimant les relations avec l'Ukraine et en opposant Russes et Ukrainiens, ils pourront faire oublier aux travailleurs et de Russie et d'Ukraine, notamment, tout ce qui les unit, et tout ce qui devrait les opposer aux Eltsine, Kravtchouk -le président ukrainien-, ces anciens hauts bureaucrates convertis en chantres, qui de la Sainte Russie, qui de l'Ukraine éternelle et orthodoxe..

Et toute la question est de savoir, précisément, si les petites gens et les travailleurs de l'ex-URSS seront dupes d'une manœuvre cousue de fil blanc, un fil dont on voudrait, de part et d'autre, les entraver pour éviter qu'ils ne défendent leurs intérêts de classe contre les oppresseurs, ces destructeurs de l'Union et de son économie au profit des nantis.

Pierre Laffitte